

# Pourquoi le vote aux élections européennes est utile

■ Quel que soit leur résultat, elles ne modifient pas les orientations de l'Union en profondeur, mais le Parlement européen est désormais un acteur politique et législatif incontournable sur la scène européenne.

Plus de 15 200 candidats, répartis sur près de 570 listes, brigant chacun l'un des 751 sièges de députés à élire; vingt-huit scrutins étalés sur quatre jours; un corps électoral (potentiel) de 427 millions de personnes en âge de voter: en matière de chiffres, les élections organisées à l'échelle de l'Union pour renouveler le Parlement européen ont des allures de super-production hollywoodienne.

Politiquement, ce scrutin transnational, unique en son genre, est sans aucun doute le plus important depuis les élections européennes de 1979, les premières à se tenir au suffrage universel direct. Pourtant, il est possible que ces élections soient une nouvelle fois boudées par les citoyens européens dans les pays où le vote n'est pas obligatoire, parce que les enjeux sont difficilement lisibles. Pour qui et pour quoi vote-t-on, exactement? Tentative d'explications.

## 1 Le Parlement européen dispose de beaucoup de pouvoir, mais pas dans tous les domaines

Le Parlement européen, seule institution de l'Union dont tous les membres sont élus au suffrage universel direct, a pris du galon au fur et à mesure que progressait la construction européenne. Le traité de Lisbonne, entré en vigueur en décembre 2009, l'a institué colégislateur sur la quasi-totalité des matières européennes. Concrètement, cela signifie qu'une proposition de la Commission ne devient un acte législatif (directive ou règlement) que si le Parlement, représentant les citoyens, et le Conseil des ministres de l'UE, représentant les États membres, ont trouvé un compromis conciliant leurs positions respectives.

Il ne faut donc pas sous-estimer le poids du Parlement européen... ni le surestimer. *"On peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein. Le Parlement dispose de compétences législatives élargies, mais il n'a rien, ou très peu, à dire dans certains domaines, comme la politique extérieure de l'Union ou la coordination des politiques économiques des États membres"*, fait observer Marianne Dony, professeur à l'institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles. *"Le Parlement n'a pas de pouvoir d'initiative législative. Il peut amender les textes de la Commission, mais il ne fournit pas les termes premiers du débat politique"*, complète Éric Maurice, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman. Néanmoins, *"c'est le Parlement qui étudie en premier les textes de la Commission et qui influence le débat au Conseil avec ses amendements"*, pointe

Éric Maurice.

C'est là que le vote aux européennes prend toute son importance: la composition politique de l'hémicycle influencera la façon dont le Parlement aborde son travail législatif. Il existe néanmoins une différence notable entre le Parlement européen et les assemblées nationales: il n'est pas divisé clairement entre une majorité et une opposition. Les majorités peuvent y être mouvantes, selon les sujets. *"On y retrouve deux dynamiques: politique et géographique. C'est une machine qui permet de réconcilier beaucoup de contraintes et de priorités, une manière constructive de dépasser les antagonismes"*, constate M. Maurice. Avec pour conséquences que l'électeur peut se demander à quoi sert son vote, puisqu'il n'est jamais vraiment question d'alternance. *"Le manque de visibilité et de lisibilité du jeu parlementaire est une faiblesse, mais c'est aussi une force en termes d'efficacité"*, insiste Éric Maurice.

## 2 Pour atténuer l'impact de la percée attendue des extrémistes sur le fonctionnement du Parlement

Le résultat des européennes est attendu avec une certaine appréhension à Bruxelles et dans les capitales de l'Union. Les partis nationalistes, extrémistes et anti-européens devraient voir leurs effectifs gonfler aux environs de 150 députés. Voire au-delà si on prend en compte les eurosceptiques "durs" polonais du PiS, du Fidesz hongrois ou encore le Brexit Party de Nigel Farage *"qui pourrait devenir l'un des plus grands groupes nationaux s'il obtient 25 élus"*, avertit M<sup>me</sup> Dony. *"Plus ils seront importants, plus le Parlement sera divisé et les deux groupes conservateurs et socialistes ne suffiront plus pour avoir une majorité. Ils devront avoir l'appui d'un voire de deux groupes"*, pour créer une "majorité de travail" au Parlement.

L'impact qu'auront les extrémistes sur le fonctionnement du Parlement dépendra *"du nombre et de leur capacité à s'organiser"*, précise Éric Maurice. Une alliance des partis nationalistes est antinomique, a priori, mais sous l'impulsion de l'Italien Matteo Salvini, leader de la Ligue, le Rassemblement national, le FPÖ autrichien, l'AfD allemand, le Vlaams Belang ou le PVV néerlandais semblent prêts à dépasser cette contradiction. *"Ensemble, ils pourraient obtenir des présidences de commissions et des rapports législatifs. C'est la grande différence par rapport à la législature écoulée. Le RN n'a pas pesé, malgré ses vingt députés, parce qu'ils ont systématiquement voté contre tout, par principe. Ces partis ont cette fois l'intention d'être plus actifs."*

*De plus avec la présence de l'extrême droite dans certains gouvernements, ils ont désormais des relais au Conseil."*

### 3 Le futur président de la Commission doit obtenir l'aval d'une majorité au Parlement

Comme en 2014, le Parlement européen appuie de tout son poids politique le principe des *Spitzenkandidaten* des partis européens pour la présidence de la Commission. En votant pour tel ou tel parti national, favorise-t-on l'accession du *Spitzenkandidat* de sa couleur politique à la tête de la Commission ? La réponse est ambiguë. Les traités stipulent que les leaders européens doivent tenir compte du résultat des élections en proposant au Parlement un nom pour la présidence de la Commission. Mais contrairement à 2014, les chefs d'État et de gouvernement ne sont pas disposés à limiter leur choix aux *Spitzenkandidaten* en lice – ainsi, le nom du Français Michel Barnier, *Mister Brexit* de l'Union, candidat fantôme à la succession de Jean-Claude Juncker est cité avec insistance.

Si le PPE (droite et centre-droit) est quasiment assuré de rester la première famille politique de l'UE, il n'est pas certain que son candidat, le conservateur allemand Manfred Weber, fasse l'unanimité au Conseil européen, ni même qu'il recueille une majorité au Parlement. *"Les chefs ont intérêt à choisir un autre nom s'ils ne veulent pas que le principe des Spitzenkandidaten soit considéré comme automatique. Mais tout dépend de ce que fera Angela Merkel. Se comportera-t-elle comme une membre du Conseil européen, ou comme une dirigeante allemande qui doit soutenir un compatriote membre de sa famille politique ?"* avance Eric Maurice. *"Le poids du PPE devrait être moins important qu'il y a cinq ans"*, note Marianne Dony. *"Il faudra voir ce que le parti Renaissance de Macron (allié aux libéraux) va faire, et qui il pourra rallier. S'il parvient à enrôler certains socialistes, il pourrait devenir le parti le plus important"*.

Autant que sur l'identité du futur président, c'est aussi sur son action que le Parlement entend avoir une influence. Certes, c'est sur la base de la stratégie fixée par le Conseil européen que la Commission établira son programme de travail pour les cinq années à venir. Mais vu que le candidat à la présidence doit obtenir une majorité des voix des députés européens pour être investi, *"les groupes politiques du Parlement vont peser politiquement en amont sur ce programme et la définition des priorités"*, indique Eric Maurice.

Olivier le Bussy